

# La situation est jugée "dramatique" Le marché du bois et du fer sous tension

La crise sanitaire a déséquilibré les marchés et en particulier ceux liés aux matériaux de constructions. Le bois surtout, mais aussi le fer, sont impactés par la crise. Délais d'approvisionnement allongés, augmentation des prix... autant d'éléments qui fragilisent le marché et inquiètent les entreprises qui ont envoyé une bouteille à la mer...



Le rendez-vous était fixé à 17h dans les locaux de la CAPEB, à Foix, mais avant cela, une petite visite s'imposait dans un magasin de matériaux de construction pour, en quelque sorte, prendre la température : «Où, on commence à avoir des problèmes d'approvisionnement, nous explique un responsable, surtout le bois, tout ce qui concerne les isolants bio en particulier. Les américains et les chinois ont déjà tout acheté, y compris le bois sur pied. Les délais sont de plus en plus longs et la hausse des prix est de +30%. C'est idem pour le fer, ce qui ne sera pas sans conséquences, même sur le petit outillage...»

## Une situation dramatique

Cette inquiétude, elle est partagée par Vincent Pérez, président de la CAPEB<sup>(1)</sup> et Christian Massat, président de la CNATP<sup>(2)</sup> : «Le phénomène a commencé en décembre, mais là, c'est vraiment dramatique, explique le second nommé... Le cuivre, l'acier, les câbles électri-

ment introuvables et les prix montent en flèche...»

Autre exemple, les pompes à chaleur fabriquées... en Chine. Primo, c'est désormais, dans le meilleur des cas, dix semaines d'attente et deuxièmement une augmentation de trois fois 7%, attendue alors qu'en temps normal 1,5% reste un chiffre raisonnable. Vincent Pérez lance : «La décentralisation se paye maintenant... Nous avons un exemple pas très loin. Le textile qui faisait la renommée d'une ville comme Lavelanet, c'est désormais à l'étranger qu'il faut aller le chercher...»

Les conséquences au quotidien, c'est qu'entre la signature d'un devis et le début des travaux, les délais d'approvisionnement à rallonge auxquels il faut donc ajouter une sévère augmentation de la matière faussent la donne : «Prenez l'exemple d'une collectivité qui signe un marché public avec un prix garanti fixe. Si la plaque d'isolant, prend 30% dans l'intervalle, la marge bénéficiaire est perdue. Bientôt, on va travailler à perte, avec des licenciements et des faillites. Il ne faut pas que l'entreprise absorbe tout...»

Et c'est pour ne pas être seuls en première ligne, qu'ils se sont fen-

aux élus, aux administrations et aux services de l'Etat, aux donateurs d'ordres publics et privés : «Il ne faut pas d'un côté flatter la profession en disant que le BTP c'est 20.000 emplois sur le département, et lui tourner le dos lorsqu'il est en difficulté, dira Christian Massat. L'économie a échappé aux politiques, même si je peux comprendre qu'ils ne disposent pas de tous les leviers...»

Dans cette lettre, ils demandent «ne pas avoir systématiquement recours aux marchés à prix ferme, au profit de marchés à prix révisibles (...) Geler l'application des pénalités de retard (...) Favoriser

par tous les moyens la rapidité de traitement des factures...» citer que quelques exemples. Qu'en sera-t-il demain ? D'ici là, Vincent Pérez, qui est à la tête d'une entreprise de serrurerie, est visiblement inquiet : «En temps de Covid il n'y a pas de cadeaux et je redoute le jour où les entreprises ne seront plus sous oxygène. Alors là, attention...»

(1) : Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du BTP  
(2) : Chambre Nationale des Artisans et Métiers de Travaux Publics et de l'Énergie



Vincent Pérez (au premier plan), président de la CAPEB et Pascal Charrie